



JOURNEE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE UNITAIRE Vendredi 1 mai 2009

PRISE DE PAROLE UNITAIRE à CHALON, MACON, MONTCEAU, CREUSOT,
PARAY-le-MONIAL, LOUHANS et AUTUN

Avec 25% de manifestants de plus que le 29 janvier, la journée de mobilisation du 19 mars a été une réussite dont personne n'a contesté l'ampleur tout comme la mobilisation importante des salariés des entreprises du secteur privé qui sont venus en masse grossir les rangs du rassemblement.

Aujourd'hui, pour la première fois nous vivons un 1er mai unitaire pour une mobilisation qui est aussi exceptionnelle dans ce contexte de crise sociale.

Le 1er Mai 2009 est marqué par une dynamique de mobilisation exceptionnelle que traduisent les 280 lieux de rassemblements et de manifestations prévus à cette occasion.

Avec l'ensemble des organisations syndicales, c'est plus de 3 millions de salariés qui expriment leur mécontentement, réclament une véritable prise en charge sociale des conséquences de la crise économique et refusent d'être les seuls à en payer le tribut.

Nos rassemblements et manifestations ont fait bouger le gouvernement et nous avons obtenu des avancées certes pas suffisantes mais c'est un début :

- La création du fond d'investissement social pour faire face à la crise et renforcer les compétences des salariés par la formation professionnelle
- Une prime de 500 € pour les chômeurs sans droit.
- Une réduction impôt pour six millions de foyers
- Une meilleure indemnisation du chômage partiel

Mais la réaction des décideurs gouvernementaux et patronaux, insuffisante face à ce mouvement de protestations démontre, qu'ils n'ont rien compris à la profondeur du malaise qui s'instaure dans notre société.

A commencer par le Premier ministre, qui, « droit dans ses bottes », affirme qu'il entend aussi la majorité de salariés qui ne manifestent pas et déclare que tout ce qu'il était possible de faire en matière sociale a été entrepris.

Dans le même temps les provocations répétées de la présidente du Medef, se refusant à ouvrir la moindre négociation avec les organisations syndicales et son affirmation de n'avoir ni les moyens, ni le désir, de contraindre les patrons des grandes entreprises à

renoncer à leurs bonus ou à leurs stock-options dans cette période de crise sont inacceptables.

Cette crise n'est pas du fait des salarié(e)s. Et pourtant ils la paient très cher ! Partout la crise sévit, porteuse de son lot de drames humains pour des milliers de salarié(e)s et de familles entières qui voient brutalement le chômage et ses conséquences détruire leurs conditions de vie.

Tous les jours, ce sont des annonces de suppressions d'emplois, de nouveaux chômeurs, des baisses de salaires, du chômage partiel.

- Dans notre département de Saône-et-Loire, le chômage a progressé entre janvier et mars de + 3000 personnes, avec presque 20 000 chômeurs enregistrés.
- Les intérimaires ne trouvent plus de travail
- La direction du travail enregistre près de 80 demandes de chômage partiel par mois.
- En moyenne, chaque jour, une entreprise de Saône-et-Loire décide de supprimer des emplois

C'est le cas avec des entreprises comme Michelin à Blanzay, FPT (Iveco) à Bourbon, Metso Minéral à Mâcon, Allia à Digoin, Manitowoc à La Clayette, Eternit à Paray le Monial, AREVA à Mâcon, Air Liquide à Chalon, Haulotte au Creusot, Proxival TND Volume, Chalon Photo Chimie, Yumbo à Chauffailles, Lioret à Epinac, AGDE Coublanc...

Ce 1er mai 2009 revêt, cette année, un caractère exceptionnel par l'appel unitaire de huit organisations syndicales à manifester, nous l'avons réussi, vous avez répondu massivement à l'appel.

Nous sommes 15 000 dans les diverses manifestations de Saône et Loire.

Ce 1^{er} mai est aussi traditionnellement, l'occasion d'exprimer notre solidarité avec l'ensemble des travailleurs en Europe et dans le monde qui sont aussi durement touchés par cette crise internationale

Nous exprimons notre solidarité envers les salariés des pays les plus défavorisés et interpellons les gouvernements et les entreprises afin :

- qu'ils stoppent l'exploitation de la crise par certains patrons ou groupes peu scrupuleux
- qu'ils en finissent avec les paradis fiscaux et qu'ils mènent une économie plus juste et plus soutenable.
- qu'ils construisent une politique européenne coordonnée pour relancer l'économie et pour la réguler

N'oublions pas qu'une partie des réponses aux difficultés actuelles ne seront :

- que dans une coordination internationale des politiques économiques et sociale, notamment européenne.
- Et bien sûr si nous sommes là aujourd'hui, ensemble c'est que nous voulons encore plus de résultats :
 - De véritables mesures pour les jeunes
 - Le renfort des compétences par la formation
 - Le gel des suppressions d'emploi du secteur public
 - La suspension du bouclier fiscal et de la défiscalisation des heures supplémentaires (qui sont un frein à l'embauche)
 - Une meilleure indemnisation du chômage (tous les chômeurs doivent être indemnisés jusqu'à leur reclassement)
 - Le contrôle des aides publiques aux entreprises
 - Un soutien au pouvoir d'achat
- En résumé, nous voulons une politique gouvernementale à la hauteur des difficultés !

Mais le gouvernement ressort du tiroir un projet de loi sur le travail du dimanche et ferme la porte à tout coup de pouce au Smic.

Le patronat, quant à lui, n'a engagé aucune négociation sur les sujets au cœur de la crise : emploi, redistribution des richesses, rémunération des dirigeants, pouvoir des actionnaires.

Unies et déterminées, les organisations syndicales se retrouveront au niveau national le 4 mai pour débattre des objectifs, des modalités et du calendrier des prochaines initiatives. En Saône-et-Loire, les OS départementales ont convenu de se réunir mardi soir pour inscrire la suite de nos actions en cohérence avec le national.

Le contexte de la crise économique et sociale ne saurait faire oublier aux organisations syndicales françaises que le 1er mai est une journée de solidarité internationale des travailleurs.

Aussi elles tiennent à rappeler qu'elles s'associent donc à toutes les initiatives prises par les syndicats dans le monde.

Concrètement, le mouvement syndical européen organise quatre euromanifestations du 14 au 16 mai prochain : - 14 mai à Madrid ; - 15 mai à Bruxelles ; - 16 mai à Berlin et Prague.